

Publications économiques et financières



Conjoncture financière

N° 647 / Février 2021

STATISTIQUES FINANCIERES DE LA REUNION A FIN SEPTEMBRE 2020

DES EVOLUTIONS MARQUEES PAR LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19

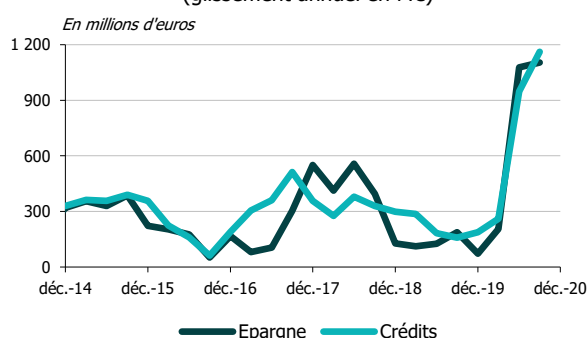
Synthèse

Les ménages réunionnais connaissent une hausse importante de leur épargne sur les trois premiers trimestres de l'année 2020. L'encours de leurs actifs financiers augmente de plus de 700 millions d'euros sur cette période. Cette situation s'explique par la période de confinement pendant laquelle la consommation a été fortement restreinte et aussi par les inquiétudes suscitées par la pandémie de coronavirus. En ce qui concerne leur endettement, la crise sanitaire a freiné les crédits qui marquent un net ralentissement.

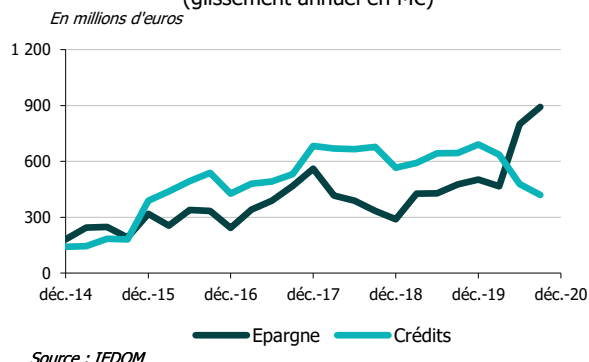
Les sociétés non financières connaissent également une progression forte de leurs actifs financiers, de près d'1 milliard d'euros entre fin décembre 2019 et fin septembre 2020. Cette hausse s'accompagne d'une croissance tout aussi importante des financements bancaires consentis (+1 milliard d'euros). Ces évolutions reflètent essentiellement l'octroi massif de prêts garantis par l'Etat (PGE) par les banques de la place qui sont déposés dans l'immédiat sur les comptes à vue des entreprises.

Évolution des actifs financiers et des financements consentis aux entreprises et aux ménages

Variation des crédits et de l'épargne des entreprises
(glissement annuel en M€)



Variation des crédits et de l'épargne des ménages
(glissement annuel en M€)



La crise du coronavirus a ainsi des effets marqués sur l'activité bancaire. La situation financière des établissements de crédit et la stabilité du système bancaire réunionnais ne suscitent néanmoins pas d'inquiétude. La rentabilité des établissements est impactée par une baisse de leurs marges et du produit net bancaire mais leur structure financière reste solide. La situation à fin juin révèle un coût du risque toujours faible et une structure de refinancement équilibrée. De même, le taux de créances douteuses à fin septembre reste bas, à 3,9 % des encours totaux. Les incertitudes pour les trimestres à venir restent néanmoins importantes, notamment sur la situation économique qui pourrait de nouveau se dégrader, et sur une possible hausse des défaillances des entreprises.

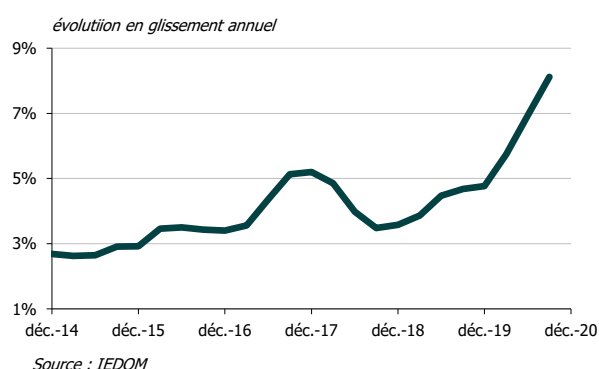
La situation financière des ménages et des entreprises à fin septembre 2020

Une hausse inédite des actifs financiers détenus par les ménages et par les entreprises

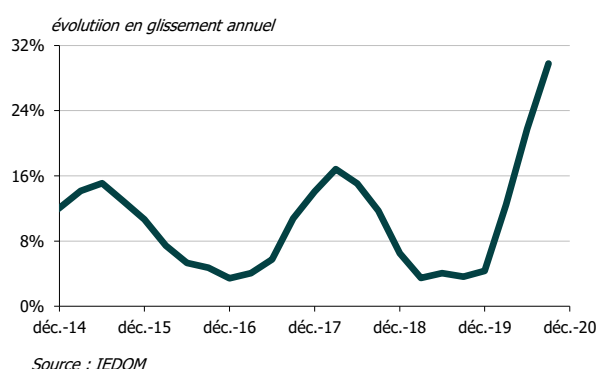
A fin septembre 2020, les placements financiers des ménages enregistrent une croissance de +8,5 % en glissement annuel. Au cours des trois premiers trimestres de 2020, du fait du confinement, des restrictions et des inquiétudes liées à la crise sanitaire, les ménages ont ainsi épargné environ deux fois plus que les années précédentes. Les actifs financiers détenus par les ménages progressent ainsi de +750 millions d'euros sur neuf mois, contre +350 millions sur la même période de 2019. C'est plus particulièrement au deuxième trimestre 2020, pendant la période de confinement, que l'épargne a été la plus forte, avec une hausse de +500 millions d'euros.

Les ménages ont conservé en dépôts à vue une large partie de cette épargne, confirmant le caractère atypique de cette hausse de leurs placements, qui reflète davantage une épargne « contrainte ». Leurs dépôts à vue progressent ainsi de +457 millions d'euros, soit près des deux tiers de la hausse totale de leur épargne, alors que les dépôts à vue des ménages ne représentent traditionnellement qu'environ 30 % de leurs placements. On peut également noter une progression importante des encours détenus par les ménages sur leurs livrets d'épargne de l'ordre de +10% sur les 9 premiers mois de l'année 2020 et un léger recul des placements à long terme, notamment les placements boursiers et l'assurance-vie.

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des actifs financiers des SNF



Les actifs financiers détenus par les entreprises ont également enregistré une très forte croissance en 2020, avec une hausse à fin septembre 2020 proche de 30 % en glissement annuel. Il s'agit de la hausse la plus élevée enregistrée depuis 2003 sur les placements des entreprises. Cette épargne se situe presque exclusivement sur les dépôts à vue (ceux-ci représentent déjà plus de 90% des placements détenus par les entreprises).

L'encours des actifs des sociétés non financières a particulièrement progressé entre mars et juin 2020, de +925 millions d'euros, puis de +110 millions d'euros entre juin et septembre 2020. L'impact des pertes de chiffre d'affaires imputables au confinement et aux fermetures des établissements est ainsi masqué par les mesures de soutien envers les entreprises, avec en premier lieu, les octrois de prêts garantis par l'État (PGE).

Ensemble des placements financiers détenus par les agents économiques réunionnais

En millions d'euros	déc-18	déc-19	mars-20	juin-20	sept-20	Évolution entre déc 2019 et sept 2020	
Total actifs financiers	15 070,0	15 852,2	15 904,7	17 295,8	17 711,2	+1 859,0	11,7%
(dt) Dépôts à vue	6 804,9	7 297,0	7 360,9	8 562,8	8 841,8	+1 544,7	21,2%
(dt) Placements liquides	3 882,6	3 961,0	4 040,7	4 188,5	4 299,4	+338,4	8,5%
(dt) Placements à long terme	4 382,5	4 594,2	4 503,2	4 544,5	4 570,0	-24,1	-0,5%
Dont Sociétés non financières	3 758,6	3 829,8	3 771,0	4 696,2	4 807,6	+977,8	25,5%
(dt) Dépôts à vue	3 268,5	3 457,9	3 346,4	4 260,4	4 378,6	+920,7	26,6%
(dt) Placements liquides	395,5	277,0	334,9	349,2	340,4	+63,4	22,9%
(dt) Placements à long terme	94,6	94,9	89,7	86,6	88,6	-6,3	-6,6%
Dont Ménages	10 104,6	10 606,7	10 682,5	11 182,8	11 349,9	+743,3	7,0%
(dt) Dépôts à vue	2 974,4	3 157,0	3 243,6	3 532,2	3 614,7	+457,7	14,5%
(dt) Placements liquides	3 110,2	3 269,3	3 332,4	3 499,0	3 570,6	+301,3	9,2%
(dt) Placements à long terme	4 019,9	4 180,4	4 106,6	4 151,6	4 164,6	-15,8	-0,4%

Source : IEDOM, SURFI

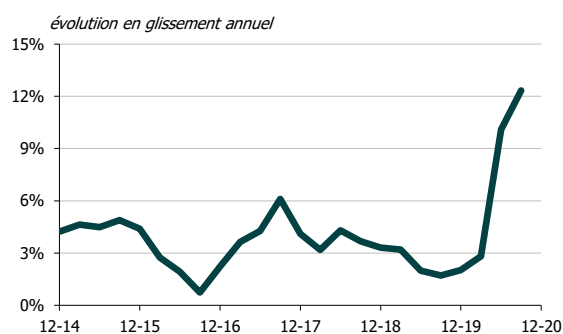
Une forte hausse de l'endettement bancaire des entreprises avec l'octroi massif de prêts garantis par l'État

Les financements consentis aux entreprises ont également progressé très fortement au deuxième et troisième trimestre 2020, expliquant la hausse de leurs actifs financiers. Les encours des crédits aux entreprises se sont ainsi accrus de +791 millions d'euros entre mars et juin 2020 (soit +10,1% en glissement annuel) et de +239 millions d'euros au troisième trimestre 2020.

Cette croissance concerne essentiellement le financement de l'exploitation des entreprises et s'explique par la distribution massive des prêts garantis par l'État (PGE). A fin septembre 2020, les encours des PGE distribués par le système bancaire local atteignent 1 032 millions d'euros pour le département de La Réunion. Près de 6 500 prêts ont été accordés sur le territoire à cette date, à des très petites entreprises (TPE) pour une grande majorité.

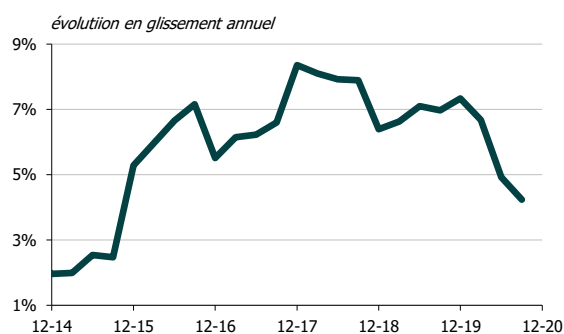
Les crédits à l'investissement des entreprises ont continué leur progression sur cette période, reflétant pour beaucoup le financement de projets déjà en cours.

Evolution des crédits aux entreprises



Source : IEDOM

Evolution des crédits aux ménages



Source : IEDOM

A l'inverse, le financement bancaire des ménages marque un ralentissement, particulièrement au deuxième trimestre 2020 en raison du confinement. Le rythme de croissance des crédits à la consommation diminue ainsi sensiblement au cours des premiers mois de l'année 2020, passant de +9,7% à fin décembre 2019 à +3,9% neuf mois plus tard. L'encours des crédits à la consommation a même diminué entre mars et juin 2020, reflétant l'arrêt durant le confinement de commerces non essentiels (notamment les ventes automobiles), pour rebondir ensuite sur le troisième trimestre.

La baisse est un peu moins sensible pour les crédits à l'habitat des ménages dont le rythme de croissance en glissement annuel passe de 6,6% en décembre 2019 à 4,4% en septembre 2020.

Financements bancaires accordés par les établissements de crédits de la place

En millions d'euros	déc-18	déc-19	mars-20	juin-20	sept-20	Évolution entre déc 2019 et sept 2020	
Concours totaux	23 617,4	24 734,4	24 866,2	25 806,5	26 195,0	1 460,6	5,9%
(dt) Exploitation / Consommation	3 318,8	3 575,0	3 522,0	4 217,6	4 436,0	861,0	24,1%
(dt) Investissement / Habitat	19 008,5	19 814,2	19 964,7	20 180,9	20 327,2	512,9	2,6%
Dont Crédits aux entreprises	9 334,3	9 522,5	9 547,6	10 339,0	10 577,7	1 055,2	11,1%
(dt) Crédits d'exploitation	891,3	892,6	844,2	1 538,6	1 714,9	822,4	92,1%
(dt) Crédits d'investissement	4 158,7	4 310,2	4 358,3	4 458,4	4 533,6	223,4	5,2%
(dt) Crédits à l'habitat	4 265,9	4 302,9	4 324,4	4 319,9	4 301,3	-1,7	0,0%
dont Crédits aux ménages	9 414,9	10 105,7	10 166,1	10 182,2	10 317,3	211,6	2,1%
(dt) Crédits à la consommation	2 314,0	2 537,5	2 540,1	2 510,8	2 569,5	32,0	1,3%
(dt) Crédits immobiliers	7 088,5	7 554,0	7 611,3	7 656,8	7 735,9	181,9	2,4%

Source : IEDOM, SURFI

Ces évolutions si particulières ont différemment affecté l'activité de financement des établissements bancaires de la place. Du fait qu'elles financent les PGE, les principales banques commerciales connaissent ainsi une hausse importante de leur part de marché sur le financement des entreprises, à l'inverse des financeurs institutionnels comme la Caisse des dépôts et consignations ou l'AFD, qui interviennent prioritairement sur le logement social ou sur des investissements à long terme. Par ailleurs, les établissements spécialisés dans le crédit à la consommation ont davantage subi un ralentissement de leur activité lors du confinement.

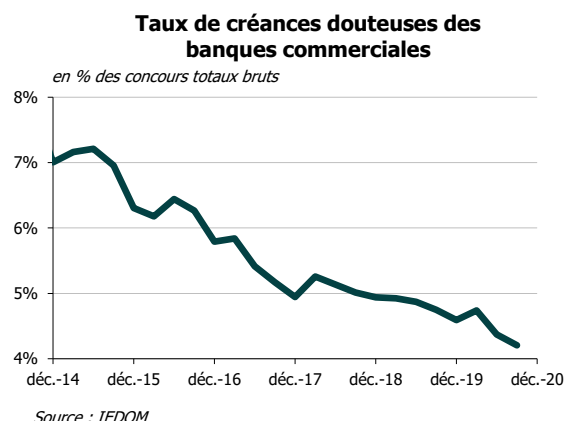
Impact de la crise sur la situation des banques locales

Un système bancaire plus solide qu'aux abords de la crise de 2008

Le choc économique causé par la pandémie de la Covid-19 pourrait laisser craindre des conséquences sur le système bancaire. Lors de la crise financière des années 2007-2009, les banques avaient été confrontées à des difficultés de refinancement, liées aux interrogations sur la solvabilité de certaines d'entre elles et à une forte montée des risques. La situation apparaît toutefois bien différente aujourd'hui.

Les banques réunionnaises affichaient en 2007 une forte insuffisance de collecte et une forte dépendance aux refinancements de leur maison-mère ou de leurs réseaux (voir publication CEROM 2019, « [10 ans après la crise de 2007-2008 - Le système bancaire réunionnais](#) »). Or ce n'est plus le cas en 2020, et la croissance importante de la collecte d'épargne, très supérieure à la hausse des demandes de financement, permet aux banques d'améliorer leur position de trésorerie nette vis-à-vis de l'extérieur.

Par ailleurs, à fin septembre 2020, le taux de créances douteuses reste particulièrement faible, à 3,9 % de l'ensemble des concours. Il est toutefois probable qu'il augmente au cours de l'année à venir. En effet, si la trésorerie des entreprises a, jusqu'à présent, été fortement soutenue par les mesures gouvernementales, les difficultés voire des faillites pourraient prendre de l'ampleur en 2021.



Des résultats au premier semestre 2020 marqués par les effets de la crise

Au premier semestre 2020, les résultats des banques réunionnaises sont marqués par la crise sanitaire et économique. Sur la base de la comparaison des comptes agrégés des établissements de la place entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, on observe un recul sensible du produit net bancaire, de -10,4 %. Cette baisse s'explique par le repli de la demande de crédits, mais aussi par la diminution des opérations bancaires et des commissions perçues. Les évolutions sont toutefois contrastées d'une activité et d'une banque à l'autre. Notamment, les établissements financiers intervenant principalement sur le marché de la consommation des ménages accusent une perte de leur PNB plus importante.

Le résultat net dégagé par l'ensemble des établissements du département diminue ainsi de 29 % entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020. Les frais généraux des établissements financiers de la place ont diminué (-7,2%), mais plus modérément que leur produit net bancaire. Le coût du risque, malgré la bonne tenue des créances douteuses, s'est sensiblement dégradé passant de -4,2 millions d'euros à -25,2 millions d'euros. Le résultat net des établissements financiers de la place demeure néanmoins toujours positif, s'élevant à 46,4 millions d'euros à fin juin 2020 contre 65,4 millions d'euros au premier semestre 2019.

Comptes de résultat semestriels agrégés des établissements bancaires réunionnais

En millions d'euros	juin-18	juin-19	juin-20	Var juin 2020/juin 2019
Marge nette d'intérêt	153,2	152,6	139,0	-8,9%
Commissions facturées	98,1	90,0	79,4	-11,7%
Autres produits	53,3	55,9	49,2	-12,1%
Produit net bancaire	304,6	298,5	267,5	-10,4%
(-) Frais généraux	192,1	197,8	183,6	-7,2%
Résultat brut d'exploitation	112,5	100,7	84,0	-16,6%
Coût du risque net	-3,3	-4,2	-25,2	500,5%
Résultat d'exploitation	109,2	96,5	58,8	-39,1%
Résultat net	77,4	65,4	46,4	-29,0%

Nota : La liste des établissements financiers retenus correspond à l'ensemble des établissements installés localement, à l'exception de la Banque Postale et de l'AFD, à savoir les banques (BFC, BNP Paribas, Bred, CRCAMR, Cepac) et les autres établissements de crédit et sociétés de financement (Sofider, Sorefi, CMOI, Bpce Lease Réunion, Bpce Factor, Bnpp Factor, SG Factoring, CFB, Bred Cofilease et Cafiéo)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : G. LESELLIER – Responsable de la rédaction : M. AOURIRI - Rédaction : F. ARHAN-HOARAU
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : février 2021 – Dépôt légal : février 2021 – ISSN 1952-9619